

SECOND DEGRÉ 72

29 place d'Alger

72000 Le Mans

Mobile : 06 44 02 53 20

site internet : <http://snes72.org>

mél : snes72@nantes.snes.edu

LE MANS PIC

P4

Déposé
le 19/12/2023
Le Mans CTC

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Sommaire

Edito : «Chocs des savoirs» et tri social	p. 1	Les effets du gel du point...	p. 3	Quelques faits éducatifs sarthois...	p. 5
Impact maximal	p. 2	«nous ne laisserons rien passer» : chiche ?	p. 4	... marquants et automnaux (suite de la page précédente)	p. 6

L'ÉDITO

«Chocs des savoirs» et tri social

par Laurent Blancs

Gabriel Attal a annoncé, le 5 décembre dernier, toute une série de mesures censées provoquer un « choc des savoirs ». La potion du docteur Attal risque de tuer un malade déjà bien mal en point depuis la réforme de 2016 de sinistre mémoire.

En effet, rien de ce qui est annoncé n'est susceptible de guérir le mal profond dont souffre le collège, devenu une machine à reproduire voire aggraver les inégalités sociales.

Tout au contraire, groupes de niveau, DNB dont l'obtention va devenir obligatoire pour accéder au lycée (général, technologique ou professionnel), « prépa lycée », retour du redoublement, éclatement du groupe classe, disparition de l'hétérogénéité vont dans le sens d'un renforcement de ces inégalités en mettant en place une véritable assignation sociale et en transformant le collège en machine de tri social.

Alors qu'il affirme que « la science » sera sa boussole, le ministre lui tourne tout bonnement le dos. En effet, toutes les études scientifiques sérieuses (et elles sont nombreuses) affirment tout au contraire que les groupes de niveau sont néfastes pour les élèves les plus faibles qui n'améliorent absolument pas

leurs résultats. Parlant à son électorat âgé et réactionnaire, le ministre se réclame du « bon sens » (mais qu'est-ce que cela veut dire?) et poursuit la politique libérale qui est celle de ce pouvoir depuis bientôt 7 ans, dure pour les faibles et douce pour les forts. L'École est un concentré du macronisme.

Face à une réforme néfaste pour les élèves et qui dégradera fort probablement les conditions de travail des personnels, le SNES-FSU réaffirme son projet d'un collège de la réussite pour toutes et tous, réussite qui ne peut passer que par une diminution de la taille des classes, conditionnée au recrutement de plus d'enseignants (alors même que le ministère annonce la suppression d'environ 2000 postes à la rentrée 2024), par une véritable politique d'inclusion scolaire qui ne doit plus se limiter à de simples incantations et par des temps de travail en petits groupes.

Le ministre serait bien inspiré d'entendre ce que les professionnels de terrain ont à dire. Comme toujours le SNES-FSU portera leur parole partout où il pourra se faire entendre pour défendre sa vision d'une École pour tous les enfants de ce pays, une École de l'égalité des droits, démocratique et émancipatrice.

«Nous ne laisserons rien passer» : chiche ?

par Laurent Blancs

Le 1er septembre dernier, E.Macron, évoquant « les atteintes à la laïcité », assurait qu'il ne laisserait pas les enseignants seuls avant d'affirmer martialement « nous ne laisserons rien passer ».

Mais, comme souvent, il y a loin de la parole aux actes. En voici une illustration.

Dans un établissement du Mans, le 21 septembre, un enseignant voit le contenu de son cours remis en cause par deux élèves pour des motifs clairement religieux.

Malgré son expérience et son professionnalisme, le collègue doit rapidement faire face à une situation qui s'envenime avec la formation d'un attroupement d'élèves devant la porte de sa salle ; attroupement qui n'avait d'autre but que d'intimider et de menacer.

Depuis ces événements lamentables, le collègue est en arrêt et n'envisage évidemment pas de revenir dans l'établissement. D'autant plus que, face à des actes d'une telle gravité, alors que l'on pouvait s'attendre, en conformité avec les propos forts du Chef de l'État, à des sanctions exemplaires, aucun conseil de discipline n'a été convoqué et aucune mesure disciplinaire sérieuse n'a été prononcée ! Quels sentiments peuvent aujourd'hui habiter ces élèves-là si ce n'est celui d'avoir gagné, d'avoir obtenu le départ d'un enseignant ?

Si les autorités rectorales ont su répondre aux sollicitations de notre collègue, l'ont conseillé dans ses démarches administratives afin d'obtenir la reconnaissance de l'accident de service, personne à la DSDEN ou au rectorat n'a trouvé le temps de décrocher le téléphone pour s'enquérir de sa santé. A ce jour, il est toujours en attente d'une réponse de Mme la Rectrice demandant, à titre exceptionnel, une autre affectation pour finir l'année scolaire.

L'absence de réaction forte de la hiérarchie locale (cheffe d'établissement et DSDEN) illustre la pratique malheureusement toujours d'actualité du « pas de vagues ». Il est inadmissible de laisser les enseignants seuls face à la multiplication des actes de remise en cause de leur

enseignement, sur fond de montée des obscurantismes et de violences verbales ou physiques. Plus que jamais, en ces temps très difficiles, nous avons besoin d'être soutenus par notre hiérarchie, clairement, fermement, en actes et pas seulement en paroles. Plus que jamais nous avons besoin, dans nos établissements, de davantage de moyens humains pour gérer ces situations qui se multiplient et rendent l'acte d'enseigner très difficile, voire dangereux.

Il est temps que les actes suivent les paroles !

Les mobilisations de l'automne



Quelques faits éducatifs sarthois, marquants et automnaux

par Lionel Quesne

Quels furent les thèmes qui ont marqué l'actualité du second degré ces trois derniers mois ?

Entomophobie

Le microcosme scolaire sarthois n'a pas échappé à la vague de psychose collective qui s'est emparé du pays à propos des redoutées punaises de lit. Le 6 octobre un communiqué de l'Education nationale indiquait que des représentants de la famille des Cimicidae auraient été découverts dans l'internat du lycée Robert Garnier de la Ferté-Bernard, entraînant la fermeture d'un dortoir. Hélas ou heureusement, il ne s'agissait que d'un emballement de la machine communicationnelle et le proviseur, furieux, a été obligé de publier un démenti où il martelait que tout cela était « totalement faux ! » Pour une fois que le ministère faisait preuve de réactivité.

Paupérisation

Le 3 octobre, en pointe avancée de la lutte, les AESH se sont mobilisés contre leur précarité et la faiblesse indigne de leur rémunération. 800 € par mois et un revenu en dessous du seuil de pauvreté, voilà la bienveillance que prône notre employeur.

En ces temps d'inflation, les fins de mois plus que difficiles concernent une part de plus en plus large du salariat. Et le 13 octobre une large intersyndicale interprofessionnelle invitait à suivre la voie ouverte le 3. Large mobilisation au Mans comme à Sablé.

Pauvreté

Précarisation, déclasserement pour le monde enseignant et grande misère pour certains de nos élèves. Nous apprenions ainsi le 20 octobre qu'un collégien d'Ambroise-Paré dormait à la rue avec sa famille depuis 48 heures du fait de la saturation de l'hébergement d'urgence au Mans. D'ailleurs RESF recensait dans la seule nuit du 19 au 20 octobre 11 personnes à la rue dont 5 enfants. Encore de la bienveillance.

Si la région Pays de la Loire connaît globalement un taux de pauvreté inférieur à la moyenne nationale métropolitaine (10,5 % contre 14,4%), la Sarthe se singularise malheureusement par un taux approchant celui de la moyenne nationale (12,9%) et, par ailleurs, cela n'empêche pas la pauvreté de toucher 400 000 personnes dont 120 000 mineurs. Soit autant d'individus avec des risques « de décrochage scolaire, de problèmes de santé et, à terme, de reproduction de la pauvreté » diagnostiqués dans une étude de l'INSEE rendue publique au début du mois d'octobre. Et si la réussite scolaire et l'efficaci-

té de l'orientation passaient d'abord par l'extinction du paupérisme plutôt que par un empilement de réformes « pédagogiques » qui n'aboutissent et ne visent qu'une accentuation du tri social ?

L'école-entreprise

A rebours de ce qui vient d'être écrit, l'automne s'est également signalé par une offensive de l'entreprise qui fait preuve d'un entrisme accru en milieu scolaire, pour le bien être des élèves bien entendu et, en définitive, pour une sortie précoce « d'entre les murs ».

C'est ainsi que les élèves du collège A. Fournier ont participé entre le 20 et le 24 novembre à une expérimentation co-élaborée par l'Education nationale et le MEDEF visant à instaurer des stages de 3^{ème} « multi-entreprises » avec « découverte » de cinq entreprises en une semaine.

Et pourquoi à A. Fournier ? Parce que le public de ce collège est destiné à rapidement se retrouver « sur le marché de l'emploi » ? Parce que ces élèves n'ont pas les réseaux sociaux nécessaires pour trouver un lieu de stage acceptant de les accueillir cinq jours consécutifs ? Parce qu'ils et elles essuient énormément de refus en raison de leurs origines ? Parce que notre pays est marqué par l'existence de graves a priori et de profondes inégalités sociales ? C'est peut-être cela qu'il y a à régler en priorité plutôt que de se hâter de les reproduire en s'en remettant aux entreprises ?

S'en remettre à l'entreprise pour qu'elle forme rapidement une main d'œuvre à sa main quitte à saborder l'enseignement public. Nous avons donc été ravis d'apprendre début novembre que le « garage-école » installé à Allonnes prospérait, se développait et espérait même l'ouverture d'une section bac pro en 2024. Cela aura certainement mis du baume au cœur des intervenants de la section réparation automobile du LP Le Mans Sud qui ont à subir cette concurrence éhontée et qui, à cette époque, attendaient encore l'arrivée d'un enseignant en mécanique.

Mais pourquoi débiter l'école-entreprise ? Les affaires sont les affaires et elles font tourner le monde. Il n'y a donc pas de raisons pour que l'école ne soit pas un business. Certains l'ont bien compris qui vendaient des certificats de scolarité pour de fantomatiques formations. C'est ce que faisait benoîtement l'ESBIA (European school of business and international affairs) installée à proximité de la patte d'oie d'Allonnes jusqu'à ce que le parquet du Mans fasse savoir le 28 novembre que les gérants de cette officine étaient poursuivis pour escroquerie. Les gens sont méchants.

Uniforme (prestige de)

Un autre thème très en vogue cet automne : le port de l'uniforme. On a ainsi pu voir fleurir dans la presse locale des photographies de groupes de collégiens sagement alignés et vêtus de tenues de pompiers. Tant que c'est celui-là, il n'est peut-être pas indispensable de crier au feu. L'affaire se corse quand on apprend, à la mi-novembre, que Mme Morançais aurait trouvé un terrain d'entente avec le proviseur du LPO Touchard-Washington pour lancer l'expérimentation du port d'un uniforme scolaire à la prochaine rentrée. Il se pourrait que la présidente de région n'ait frappé à cette porte complètement au hasard.

C.D.

Le Conseil départemental a fait savoir au cours de ce trimestre qu'il était très actif sur la question des collèges. D'ailleurs peut-être un peu trop à notre goût.

M. Anthony Trifaut, vice-président en charge de l'Éducation au Conseil départemental rendait ainsi public le 21 octobre le « plan collège de demain » qui prévoit 256 millions d'euros d'investissement pour les dix ans à venir. Seront concernés 36 établissements publics sur les 56 que compte la Sarthe parmi lesquels le collège Léo-Delibes à Fresnay-sur-Sarthe, par exemple. Costa-Gavras au Mans ne fait pas partie du lot, son cas étant en réflexion avec une possible reconstruction ailleurs à la clé.

Il s'agira de « rationaliser au mieux nos investissements en fonction du taux d'occupation de nos collèges » a expliqué M. Trifaut en précisant aussitôt (pourquoi un tel empressement?) que « l'objectif n'est pas de fermer des collèges ». C'est dit. Cochon qui s'en dédit.

Le collège Bérange de Navarre (ex Les Sources) a fait partie de la précédente tranche de rénovations, celle ressortant du « plan collège performant » (sic). Les travaux finis, il a de nouveau été inauguré le vendredi 24 novembre dans sa nouvelle livrée arborant fièrement des encadrements de fenêtres rouges « comme un clin d'oeil à la terre qui a vu naître la reine Bérange » nous dit-on. Pas sûr que cela suffise à restaurer le climat scolaire de cet établissement.

Très en forme, le Conseil départemental s'est aussi attaqué à une refonte de la sectorisation des collèges manceaux et de la première couronne. M. Trifaut l'avait également juré, ce redécoupage ne devait en aucun cas aboutir à une diminution des moyens d'enseignement. Patatra ! Au lendemain du CDEN (conseil départemental de l'Éducation nationale) du 14 novembre

où était présentée cette nouvelle carte scolaire les organisations syndicales découvraient que deux écoles des Sablons n'étaient plus rattachées au collège Alain Fournier, ce qui les faisait sortir du réseau REP + et donc perdre les moyens afférents. La FSU est intervenue et, a priori les deux écoles orphelines ont retrouvé leur ancrage.

Super actif, le CD a même décidé de doter tous les collèges sarthois, dans leur CDI, de la BD « le monde sans fin » réalisée par Jean-Marc Jancovici et le dessinateur Christophe Blain. Ce livre qui traite du changement climatique et de la transition énergétique est contesté et contestable en particulier au regard des solutions qu'il préconise. Il ne faudrait pas que le CD, emporté dans son élan, s'imaginer qu'il soit habilité à intervenir sur les contenus pédagogiques et d'enseignement.

Terrorisme

Enfin, malheureusement, nos établissements vivent aussi depuis le 13 octobre à l'heure du terrorisme. Lundi 16 octobre nous avons pu consacrer un temps d'hommage et de recueillement à notre collègue Dominique Bernard victime du fanatisme religieux. Que ces lignes soient l'occasion de rediriger nos pensées vers lui et de redire notre indignation face à cette barbarie.

Si les rangs de l'assemblée régionale ont été le théâtre d'une surenchère verbale dans le domaine sécuritaire, de leur côté de tristes plaisantins profitent des circonstances pour se livrer à leurs sinistres passions. On a en effet vu se multiplier les alertes à la bombe dans les collèges et les lycées sarthois certains d'entre eux étant visés plusieurs fois comme le LPO Le Mans Sud qui a du être évacué à deux reprises. La palme revient au collège Pierre-Gilles-de-Gennes avec la bagatelle de huit alertes. Comme si les temps n'étaient pas assez anxiogènes comme ça.

Il faut croire que non puisqu'au lycée Sainte-Catherine au Mans, la direction est même allée le 17 novembre jusqu'à organiser une fausse attaque terroriste. Grand frisson dans les rangs, succès garanti. Par contre, il n'est pas sûr qu'au niveau commercial ce soit une totale réussite. On ne s'en plaindra pas.

